

ÉDITION 2025

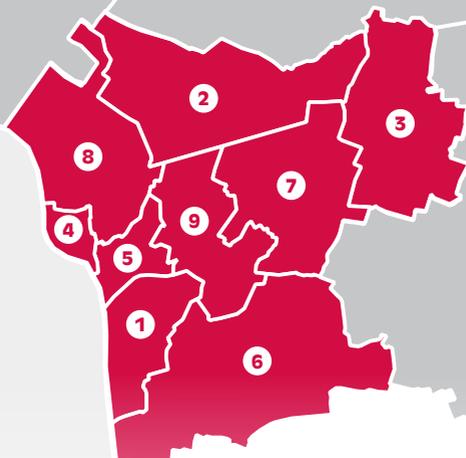
Rapport
d'une
politique injuste
à Est Ensemble
& en Seine-Saint-Denis

Un rapport réalisé par
l'Observatoire d'Est Ensemble



Est
Ensemble
Grand Paris

Pour le climat
et la justice sociale!



Les neuf villes d'Est Ensemble

- | | | |
|------------|------------------------|----------------|
| 1 Bagnolet | 4 Le Pré Saint-Gervais | 7 Noisy-le-Sec |
| 2 Bobigny | 5 Les Lilas | 8 Pantin |
| 3 Bondy | 6 Montreuil | 9 Romainville |

 Seine-Saint-Denis

 Paris

Introduction

En mars 2024 paraissait la première édition du Rapport d'une politique injuste à Est Ensemble et en Seine-Saint-Denis. Faisant suite aux émeutes qui ont émaillé de nombreux territoires dans toute la France en juin 2023, ce rapport mettait en lumière les difficultés socio-économiques auxquelles le territoire est confronté depuis longtemps et les insuffisances de l'État pour y répondre.

Il a été présenté à la presse le 27 mars 2024 par les maires du territoire et distribué aux parlementaires avant la dissolution de juin 2024. Compte tenu des difficultés d'accès aux données pour objectiver la situation, une dizaine de courriers ont été envoyés aux administrations compétentes en matière de justice, de sécurité, de santé, d'insertion ou encore d'éducation et d'accès aux droits, afin d'obtenir des informations sur les moyens dédiés au regard des besoins. Vu le faible niveau de réponse, Est Ensemble a saisi la Commission d'Accès aux Documents Administratifs (CADA) qui a rendu plusieurs avis favorables, et qui ont permis d'obtenir de nouveaux éléments.

Ce nouveau rapport 2025 s'inscrit dans la continuité du premier en reprenant les thèmes abordés dans le précédent et en proposant, quand cela a été possible, des évolutions ou en apportant des compléments d'information.

Trois nouvelles thématiques, l'environnement, le logement et la petite enfance, ont été ajoutées pour leur caractère prégnant sur le territoire et qui sont facteurs d'importantes inégalités.

En un an, la situation du territoire n'a pas connu de bouleversement majeur et l'accès à la donnée reste difficile, notamment concernant le nombre d'heures "perdus" d'enseignement pour les élèves pour cause de non-remplacement. Néanmoins, ce rapport permet de porter une vision objective et de rester en veille sur les injustices territoriales et leurs évolutions.

Éducation

En Seine-Saint-Denis :
35% des heures d'absence
ne sont pas remplacées dans
le premier degré en 2022-2023.



- 33% d'heures dans les Hauts-de-Seine
- 24% d'heures dans le Val-de-Marne
- 16% d'heures en Seine-et-Marne

Emploi

À Est Ensemble : **198**
chômeurs suivis par agent
en moyenne (tous types
d'accompagnement) en 2024.



- 165 chômeurs suivis par agent en France

Santé

246 minutes à l'hôpital
Avicenne (Bobigny)
en moyenne sur la journée pour
un passage aux urgences en 2024.



- 122 mn à l'hôpital Bichat (Paris XVIII^e)
- 196 mn à la Pitié Salpêtrière (Paris XIII^e)
- 226 mn à l'hôpital Henri Mondor (Créteil)

Accès aux droits

En Seine-Saint-Denis :
7 semaines d'attente
pour le traitement d'une demande à la
CAF (RSA ou AAH) début 2025.



- 5,5 semaines dans les Hauts-de-Seine
- 3 semaines à Paris
- 2,5 semaines dans le Val-de-Marne



Au tribunal de Bobigny

58 parquetiers

en 2023.

- 186 parquetiers selon le standard du Conseil

Justice



En Seine-Saint-Denis :

34 policiers

pour 10 000 habitants en 2019.

- 44 policiers dans les Hauts-de-Seine

Police



À Est Ensemble : **25,5%** d'enfants de moins de 3 ans couverts

par une offre en EAJE (Établissement d'accueil du jeune enfant) en 2021.

- 19,5% en Seine-Saint-Denis
- 30,9% dans le Val-de-Marne
- 45,2% dans les Hauts-de-Seine
- 54,7% à Paris

Petite enfance



À Est Ensemble : **50%** des habitants

sont à la fois exposés à une mauvaise qualité de l'air et à un environnement sonore bruyant.

- 48% À Plaine Commune
- 34% À Paris Terre d'Envol
- 15% À Grand Paris Grand Est

Environnement



À Est Ensemble :

14 demandes

en attente de logement social pour une attribution réalisée en 2023.

- 13 dans le Val-de-Marne
- 11,7 dans les Hauts-de-Seine
- 9 en Seine-et-Marne

Habitat/Logement



Éducation

Des élèves confrontés aux carences de l'Education Nationale dès l'école élémentaire

Rapport 2025

En Seine-Saint-Denis : **35%** des heures d'absence

ne sont pas remplacées dans le premier degré en 2022-2023¹

- 33% d'heures dans les Hauts-de-Seine
- 24% d'heures dans le Val-de-Marne
- 16% d'heures en Seine-et-Marne

Rapport 2024

En Seine-Saint-Denis : **15%** des heures d'absence

perdus pour cause de non-remplacement de professeurs absents en 2022²

- 10% en moyenne nationale

En 2022, 62 % des élèves du public à Est Ensemble étaient scolarisés dans un établissement REP ou REP+, soit plus qu'à l'échelle départementale où ce taux est d'un peu plus de 56 % et bien plus qu'à l'échelle de la Métropole du Grand Paris où il est de 38 %³. Et pourtant, la part des enseignants peu expérimentés est plus forte qu'ailleurs. En effet, les enseignants du collège qui exercent leur métier à Est Ensemble sont près de 47 % à avoir moins de 30 ans, alors que ce taux est de 44 % à l'échelle de l'Académie de Créteil, de 39 % à l'échelle de celle de Versailles et même de 17 % dans celle de Paris. L'ancienneté des enseignants y est aussi beaucoup plus faible, avec près de 80 % d'entre eux qui exercent leur métier depuis moins de 8 ans à Est Ensemble, contre 63 % à l'échelle nationale. Le constat est globalement le même au lycée, avec en plus un

taux d'enseignants non-titulaires élevé, qui atteint les 16 % sur le territoire, contre moins de 9 % à l'échelle nationale⁴.

En outre, la question du nombre d'heures de cours non assurées se pose également. Sans même parler du second degré, où la mesure du non-remplacement reste imprécise et théorique et où l'on connaît néanmoins l'importance du phénomène⁵, le non-remplacement concerne également les élèves du département dès le premier degré. En effet, 35 % des heures d'absence ne sont pas remplacées dans le département, contre 24 % dans le Val-de-Marne. Ce constat étend donc celui réalisé dans la précédente édition et permet de souligner que c'est dès l'école élémentaire que les enfants du département subissent des inégalités et commencent de fait à rencontrer des difficultés.

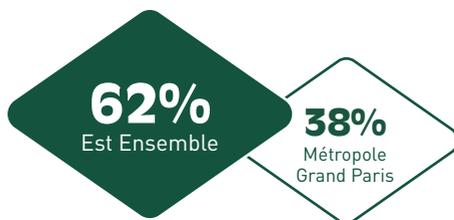
¹ Ministère de l'Éducation Nationale, Le remplacement des professeurs absents dans l'enseignement public du premier degré (data.gouv.fr), 2024. Dans le premier degré l'efficacité du remplacement est exprimée sous la forme d'un taux de remplacement qui rapporte le nombre de demi-journées effectivement remplacées au nombre de demi-journées d'absence.

² *Libération*, « En Seine-Saint-Denis, un collège public en déshérence », 2022 & *Mediapart*, « Le non-remplacement d'enseignants fait des ravages : 259 heures perdues en un mois dans un collège de Seine-Saint-Denis », 2022



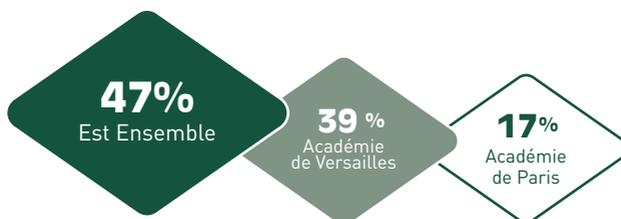
Des inégalités qui s'installent dès l'école

Une grande partie d'élèves du public scolarisés en REP/REP+ (2023)

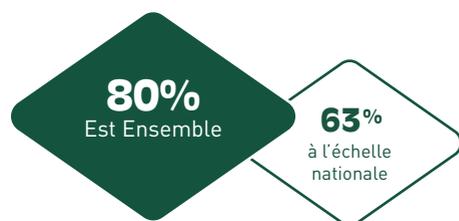


La part des enseignants peu expérimentés est plus forte qu'ailleurs

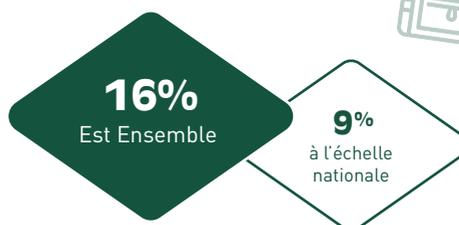
Une grande part des enseignants du collège ont moins de 30 ans



L'ancienneté des enseignants plus faible qu'ailleurs, avec une part importante de professeurs qui exercent leur métier depuis moins de 8 ans



Au lycée, un taux d'enseignants non-titulaires élevé



³ Ministère de l'Éducation Nationale, Effectifs d'élèves par école (data.gouv.fr), 2023

⁴ Données transmises par les services départementaux de l'éducation nationale de la Seine-Saint-Denis à la demande d'Est Ensemble en novembre 2023.

⁵ *Le Parisien*, « Profs non remplacés : 12 familles poursuivent l'État en justice pour des centaines d'heures de cours perdues », 2024 & *Le Monde*, « En Seine-Saint-Denis, les enseignants demandent un « plan d'urgence » face au manque de moyens », 2024



Emploi

Des demandeurs d'emploi moins bien accompagnés qu'ailleurs malgré des difficultés persistantes d'accès au marché du travail

Rapport 2025

À Est Ensemble :
198 chômeurs suivis
par agent

en moyenne (tous types
d'accompagnement) en 2024⁶

- 165 chômeurs suivis par agent en France

Rapport 2024

En Seine-Saint-Denis :
250 demandeurs
d'emploi en parcours
« guidé »

par conseiller Pôle Emploi en 2014⁷

- 150 au maximum en théorie

Le taux de chômage d'Est Ensemble reste élevé en 2021 (16,2 %), à l'image de celui de la Seine-Saint-Denis (16,4 %). Malgré une baisse de 0,4 points par rapport à l'année précédente, celui-ci reste 4 points supérieur à celui de la Métropole du Grand Paris (MGP) et diminue moins rapidement que ce dernier⁸.

Face à ces difficultés d'insertion et de maintien dans l'emploi, l'action de France Travail apparaît comme insuffisante sur le territoire, avec des taux d'encadrement atteignant les 198 demandeurs d'emploi par agent, tandis que le « portefeuille » moyen n'excède pas les 165 demandeurs d'emploi par agent dans le reste de la France. Dans certains cas, les

carences d'accompagnement sont encore plus marquées, comme à Montreuil, où un agent encadre en moyenne 227 demandeurs d'emplois. Le constat est similaire lorsqu'on s'intéresse aux modalités dites « intensives »⁹, censées bénéficier aux demandeurs d'emploi les plus éloignés du marché du travail, avec 82 demandeurs d'emploi pour un agent en moyenne dans les agences d'Est Ensemble (et jusqu'à 123 à Montreuil), contre 73 au niveau national. Ainsi, malgré la légère amélioration dont ces chiffres peuvent donner l'impression, l'accompagnement des demandeurs d'emploi du territoire reste déficitaire.

⁶ Direction générale de France Travail, 2024

⁷ Hadrien Clouet, Travail et Emploi, « La qualité au guichet : négocier le travail peu qualifié à Pôle Emploi », 2018

⁸ INSEE, Recensement de la population 2020, 2023

⁹ Modalités intensives : renforcée, global, accompagnement intensif des jeunes, contrat d'engagement jeune, équipe emploi, métiers en tension.





Rapport 2025

246 minutes à l'hôpital Avicenne (Bobigny)

en moyenne sur la journée pour un passage aux urgences en 2024¹⁰

- 122 mn à l'hôpital Bichat (Paris XVIII^e)
- 196 mn à la Pitié Salpêtrière (Paris XIII^e)
- 226 mn à l'hôpital Henri Mondor (Créteil)

Rapport 2024

250 minutes à l'hôpital Avicenne (Bobigny)

en moyenne sur la journée pour un passage aux urgences en 2023¹¹

- 122 mn à l'hôpital Bichat (Paris XVIII^e)
- 195 mn à la Pitié Salpêtrière (Paris XIII^e)
- 234 mn à l'hôpital Henri Mondor (Créteil)

À Est Ensemble, l'espérance de vie est inférieure de deux ans à celle de la Région Île-de-France et le taux de mortalité supérieur de 125 personnes (pour 100 000 habitants)¹². Dans un contexte territorial où la natalité est très soutenue et où la précarité économique touche près d'une personne sur 3, les besoins en matière de santé sont particulièrement prégnants. Pour autant, le territoire est sous-doté en médecins¹³ et les temps d'attente aux urgences, à l'Hôpital public Avicenne, sont toujours beaucoup plus longs qu'ailleurs, sans amélioration nette par rapport à l'édition précédente. Ces difficultés ont des conséquences directes sur la satisfaction des patients. En effet, seul 47 % de ceux qui sont passés par les services de médecine, chirurgie

et obstétrique (MCO) de l'hôpital Avicenne recommanderaient l'établissement à leurs proches s'ils devaient y séjourner pour de mêmes motifs, quand ce chiffre dépasse par exemple les 65 % à la Pitié Salpêtrière¹⁴. La situation de la médecine spécialisée libérale est aussi très préoccupante. En effet, comparé à la situation régionale, Est Ensemble compte (pour 100 000 habitants) seulement 3,6 pédiatres (contre 6,2), 3,4 gynécologues (contre 9,9) et 2,4 chirurgiens-dentistes (contre 5,4)¹⁵. Face à ces difficultés, les Centres de Santé Municipaux et les Centres de Protection maternelle et Infantile sont en première ligne pour accueillir la population et lutter ainsi contre le non-recours.

¹⁰APHP, La fréquentation des Services d'Accueil des Urgences (SAU) de l'AP-HP, 2023. Données relevées le 27/02/2025

¹¹APHP, La fréquentation des Services d'Accueil des Urgences (SAU) de l'AP-HP, 2023. Données relevées le 29/11/23

¹²Observatoire Régional de la Santé, InterSanté 2024

¹³Rapport d'une politique injuste, Est Ensemble, 2024

¹⁴Haute Autorité de Santé (HAS), Qualiscope - Qualité des hôpitaux et des cliniques, 2025. Données mises à jour au 13 février 2024.

¹⁵Observatoire régional de Santé, InterSanté 2024



Accès aux droits

La CAF de Seine-Saint-Denis peine à garantir l'accès aux droits de la population

Rapport 2025

**En Seine-Saint-Denis :
7 semaines d'attente**

pour le traitement d'une demande à la CAF (RSA ou AAH) début 2025¹⁶

- 5,5 semaines dans les Hauts-de-Seine
- 3 semaines à Paris
- 2,5 semaines dans le Val-de-Marne

Rapport 2024

**En Seine-Saint-Denis :
6 semaines d'attente**

pour le traitement d'une demande à la CAF (RSA ou AAH) début 2024¹⁷

- 5 semaines dans les Hauts-de-Seine
- 2,5 semaines à Paris
- 2 semaines dans le Val-de-Marne

Avec un taux de pauvreté atteignant les 27,7 % en 2021, Est Ensemble est un territoire où les situations de fragilité sociale sont très fréquentes¹⁸. Cela explique un recours plus important qu'ailleurs aux allocations telles que le Revenu de Solidarité Active (RSA), avec plus de 54 bénéficiaires pour 1000 habitants à Est Ensemble, quand ce taux est de 45 à Paris ou 31 dans les Hauts-de-Seine. Le territoire compte aussi une plus forte proportion d'allocataires de l'AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) que ses voisins de petite couronne, avec plus

de 18 bénéficiaires pour 1000 habitants, contre 17 à l'échelle de la Seine-Saint-Denis, 13 dans le Val-de-Marne ou 12 dans les Hauts-de-Seine¹⁹. Malgré cela, la Seine-Saint-Denis est le département de petite couronne où les temps d'attente de demandes concernant l'AAH ou le RSA sont les plus longs. De plus, ces délais sont en augmentation en Seine-Saint-Denis par rapport au précédent rapport, alors que ceux-ci baissent à Paris et dans le Val-de-Marne, où ils étaient déjà moins élevés.

¹⁶CAF de Seine-Saint-Denis, Indicateurs de qualité de service, 2025. Données relevées le 20/02/2024 (délai d'attente maximal)

¹⁷CAF de Seine-Saint-Denis, Indicateurs de qualité de service, 2024. Données relevées le 13/03/2024 (délai d'attente maximal)

¹⁸INSEE, Fichier localisé social & fiscal (Filosofi) 2021, 2024

¹⁹CNAF-DSER | FILEAS, Base Communale Allocataires (BCA) 2021 (données au 31 décembre), via Observatoire des Territoires (ANCT) 2025





Justice

Un déficit conséquent de magistrats pour la deuxième juridiction de France

Rapport 2025*

Au tribunal de Bobigny 58 parquetiers

en 2023^{20 21}

- 186 parquetiers selon le standard du Conseil de l'Europe

* Données non actualisées depuis le dernier rapport 2024.

Rapport 2024

Au tribunal de Bobigny 58 parquetiers

en 2023^{20 21}

- 186 parquetiers selon le standard du Conseil de l'Europe

Le tribunal de Bobigny, deuxième juridiction de France²², est touché par un sous-effectif chronique de fonctionnaires indispensables au fonctionnement de la Justice. Outre les comparaisons internationales, le procureur de Bobigny lui-même estimait fin 2022 qu'il faudrait au minimum plus de 70 parquetiers pour « travailler à peu près normalement »²². Ainsi, malgré une hausse annoncée des effectifs de parquetiers pour atteindre le nombre de 63 à la fin 2023²², celui-ci reste insuffisant pour faire face aux besoins exceptionnels de la juridiction.

La conséquence directe de ce sous-effectif est une « dégradation de la réponse pénale », dont résulte un taux de poursuite de moins de 30 % au tribunal de Bobigny²³, alors que celui-ci est d'environ 50 % à l'échelle nationale. La faible expérience des effectifs, qui pour beaucoup sortent d'école, ainsi que leur turn-over élevé [95 % des effectifs du tribunal de Bobigny y travaillent depuis moins de 4 ans]²⁴, accentue les difficultés de la juridiction, qui souffre d'un manque d'attractivité [près de 8 % des effectifs sont manquants au greffe]²⁵.

²⁰ Christine Decodts et Stéphane Peu, Rapport parlementaire sur l'évaluation de l'action de l'Etat dans ses missions régaliennes en Seine-Saint-Denis, 2023

²¹ *Le Parisien*, 105 magistrats du tribunal de Bobigny dénoncent leurs conditions de travail dans une motion, 2021

²² AFP, A 50 ans, le tribunal de Bobigny lutte pour garder la tête hors de l'eau, 2022

²³ AFP, Tribunal de Bobigny : Belloubet promet la création de postes de magistrats, 2018

²⁴ Cornut-Gentile et Kokouendo, Rapport parlementaire sur l'évaluation de l'action de l'Etat dans l'exercice de ses missions régaliennes en Seine-Saint-Denis, 2018

²⁵ AFP, Le tribunal de Bobigny « pas en état » de gérer les JO-2024, 2023



Police

Moins de policiers par habitant
en Seine-Saint-Denis
que dans les Hauts-de-Seine

Rapport 2025*

En Seine-Saint-Denis :
34 policiers

pour 10 000 habitants en 2019²⁶

- 44 policiers dans les Hauts-de-Seine

* Données non actualisées
depuis le dernier rapport 2024.

Rapport 2024

En Seine-Saint-Denis :
34 policiers

pour 10 000 habitants en 2019²⁶

- 44 policiers dans les Hauts-de-Seine

La Seine-Saint-Denis ne compte pas plus de policiers par habitant qu'en moyenne nationale²⁷, alors qu'il s'agit du département de France métropolitaine où le nombre de faits de délinquance constatés est le plus élevé, avec une moyenne de 427 faits par jour. Cela représente 20 faits pour 1 000 habitants en Seine-Saint-Denis, alors qu'on en compte 13 pour 1 000 habitants en moyenne régionale²⁸. Malgré des efforts depuis 2018, marqués notamment par un doublement des effectifs d'officiers de police judiciaire, certains services demeurent en difficulté face à une hausse quasiment constante des gardes à vue ces dernières années²⁹. C'est notamment le cas

du service départemental de police judiciaire (SDPJ), dont l'effectif de référence est de 137 agents, mais qui n'en comptait que 120 au 31 décembre 2022. De plus, les effectifs affectés ces dernières années sont souvent des jeunes qui sortent d'école²⁹. Enfin, les dotations en matériel ne sont pas toujours suffisantes, comme le démontre le cas du commissariat subdivisionnaire de Noisy-le-Sec, où aucun véhicule de police secours n'a été disponible pendant plusieurs mois²⁹. Ainsi, les effectifs et les moyens semblent encore sous-dimensionnés pour faire face à la situation exceptionnelle que connaît le territoire.

²⁶ INSEE, « Sécurité et société (Policiers et gendarmes) », 2021

²⁷ Insee, RP, 2021

²⁸ Christine Decodts et Stéphane Peu, Rapport parlementaire sur l'évaluation de l'action de l'Etat dans ses missions régaliennes en Seine-Saint-Denis, 2023

²⁹ SDES DRIEAT sitadel, INSEE RP, 2012-2023

Petite enfance

Des structures d'accueil
des jeunes enfants trop peu
nombreuses pour faire face
aux besoins



NOUVEAU

25,5%

d'enfants de moins
de 3 ans couverts
par une offre en EAJE
(Établissement d'accueil
du jeune enfant) en 2021³⁰.

à Est Ensemble

19,5% en
Seine-Saint-Denis

30,9% dans le
Val-de-Marne

45,2% dans les
Hauts-de-Seine

54,7% à Paris

Est Ensemble fait partie des territoires les moins bien dotés en ce qui concerne les Établissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE), dont le financement dépend largement de la CAF. Or, celui-ci paraît insuffisant en Seine-Saint-Denis, pour créer un taux de couverture équivalent à celui qu'on retrouve dans les autres départements de petite couronne.

³⁰ CAF, Taux de couverture d'accueil du jeune enfant [Département] 2021 [data.caf.fr], 2024. Le taux Est Ensemble est calculé à partir des chiffres 2021 du jeu de données « Nombre de places offertes pour les enfants de moins de 3 ans [Communal] » rapportés au nombre de 0 à 3 ans du recensement de l'INSEE 2021.



Environnement

Des habitants parmi les plus exposés aux risques environnementaux de la Métropole du Grand Paris

NOUVEAU

50%

des habitants sont à la fois exposés à une mauvaise qualité de l'air et à un environnement sonore bruyant³¹.

à Est Ensemble

48% À Plaine Commune

34% À Paris Terre d'Envol

15% À Grand Paris Est

Est Ensemble est un des territoires les plus exposés aux nuisances et aux pollutions environnementales de la Métropole du Grand Paris, avec 88 % de sa population exposée à au moins trois nuisances, contre 66 % à l'échelle régionale³². Cette exposition est amplifiée par les difficultés socioéconomiques des habitants, puisqu'on estime que 54 % de la population d'Est Ensemble serait vulnérable voire très vulnérable face aux nuisances environnementales, contre 26 % à l'échelle régionale³³. Cela a des conséquences en matière de santé, avec une prévalence de maladies respiratoires chroniques qui atteint les 5 726 pour 100 000 habitants à Est Ensemble, contre 5 296 à l'échelle de la

France³⁴. Dans certaines parties du territoire, à l'image de la porte de Bagnolet, où les concentrations annuelles moyennes en dioxyde d'azote atteignent jusqu'à 8 fois la limite fixée par l'OMS³⁵, c'est près de 70 % de la population qui vit dans une situation de vulnérabilité importante³⁶. Dans ce contexte, où le transport routier reste un fort contributeur aux émissions de particules fines sur le territoire³⁷, Est Ensemble a signé un plaidoyer réclamant un apaisement de ses autoroutes³⁸, visant à favoriser une meilleure santé des habitants, à revoir les hiérarchies en termes de mobilités et à recoudre les fractures territoriales.

³¹ Airparif et Bruitparif, Cartographie air-bruit en Île-de-France, 2022

³² ORS (Observatoire régional de santé), Profil socio-sanitaire des communes, 2022

³³ ORS (Observatoire régional de santé), Multi-expositions environnementales, 2023

³⁴ ORS (Observatoire régional de santé), Intersanté – Indicateurs territorialisés de santé, 2023

³⁵ Airparif, Impact des nouveaux seuils de référence de l'OMS sur l'Île-de-France, 2021. On constate 50 µg/m³ dans le secteur de la Porte de Bagnolet et même jusqu'à 80 µg/m³ à proximité immédiate de l'échangeur, alors que le seuil fixé par l'OMS est de 10 µg/m³.

³⁶ Ville de Paris – Est Ensemble, Evaluation des Impacts sur la Santé (EIS) du projet d'aménagement de la Porte de Bagnolet – Gallieni (portrait des enjeux de santé et des populations vulnérables), octobre 2024

³⁷ Est Ensemble, Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) d'Est Ensemble, « Diagnostic réglementaire », 2022

³⁸ Est Ensemble, Ouvrir la voie : apaiser les autoroutes d'Est Ensemble, en finir avec les fractures urbaines, 2024



Un accès au logement de plus en plus difficile alors que la dynamique de construction est deux fois plus élevée qu'à l'échelle métropolitaine

14

demandes en attente de logement social pour une attribution réalisée en 2023³⁹

à Est Ensemble

NOUVEAU

13 dans le Val-de-Marne

11,7 dans les Hauts-de-Seine

9 en Seine-et-Marne

En 2022, Est Ensemble compte 44 % de logements sociaux contre 30 % pour la Métropole du Grand Paris⁴⁰ et s'inscrit ainsi comme le second Etablissement public territorial comprenant le plus de logements sociaux parmi ses résidences principales. Pour autant, la demande de logement social y est toujours très forte avec 14 demandes pour une attribution contre 11,7 dans les Hauts-de-Seine ou 9 en Seine-et-Marne, ce taux ayant doublé en 10 ans. Des niveaux de loyer très élevés dans le parc privé, des difficultés croissantes pour accéder à la propriété sur sa commune de résidence, des taux de mobilité très faibles dans le parc social avec 4,2 % de rotation annuelle contre plus de 5 % dans les autres départements de petite couronne⁴¹, sont autant de facteurs qui exercent une forte pression sur le marché du logement d'Est Ensemble. Les situations de suroccupation y sont de ce fait plus nombreuses que sur le reste de la région francilienne (20 % des ménages d'Est Ensemble contre 12 % des

franciliens⁴². Au-delà de l'insuffisance de l'offre, alors que la dynamique de construction est près de deux fois plus importante sur Est Ensemble que sur toute la Métropole du Grand Paris (un taux de construction de 23,6 % contre 13,7 % pour la MGP entre 2012 et 2023⁴³), une partie non négligeable des logements est concernée par des problématiques de qualité de l'habitat, avec 6,9 % du parc privé potentiellement indigne en Seine-Saint-Denis contre 4 % à l'échelle régionale⁴⁴.

Les contraintes financières qui pèsent sur les bailleurs sociaux depuis 2017, en particulier la mise en place de la réduction du loyer de solidarité, ne leur permettent pas d'investir à hauteur des besoins, notamment pour la production de logements à bas loyers. De plus, les allègements réguliers des obligations de la loi SRU n'encouragent pas les 53 communes de la Métropole du Grand Paris qui n'atteignent pas leurs objectifs⁴⁵ de contribuer au rééquilibrage de l'offre en logement social.

³⁹ DRIHL, socle de données SNE, 2023

⁴⁰ Ministère de la Transition écologique, inventaire SRU, 2023

⁴¹ DRIEAT/DRIHL, RPLS, 2023

⁴² INSEE, RP, 2021

⁴³ SDES DRIEAT sitadel, INSEE RP, 2012-2023

⁴⁴ Filocom – ANAH, PPPI 2017, exploitation DRIHL

⁴⁵ MTE, inventaire SRU 1^{er} janvier 2022



**Est
Ensemble**
Grand Paris

Pour le climat
et la justice sociale!

Bagnolet, Bobigny,
Bondy, Le Pré Saint-Gervais,
Les Lilas, Montreuil,
Noisy-le-Sec, Pantin,
Romainville

rapport-politique-injuste.fr

Nos réseaux sociaux

